

Délibération n° 176/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil municipal au Comité syndical du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française (SPCPF)

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** l'arrêté n° 3453/MAT du 5 février 1980 modifié portant création d'un Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française ;
- **VU** la délibération n° 40/97 du 18 juillet 1997 demandant l'adhésion de la commune de PUNAAUIA au Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française ;
- **VU** les articles L. 2121-33 et L. 5211-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération n° 69/2014 du 15 mai 2014 portant désignation des membres du Conseil municipal au Comité syndical pour la Promotion des Communes de Polynésie française (SPCPF) ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 07 septembre 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Sont désignées, en qualité de délégués du Conseil municipal de la commune de PUNAAUIA au comité syndical du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française, les personnes suivantes :

Délégué titulaire	Délégué suppléant
<i>Monsieur Simplicio LISSANT, Maire</i>	<i>Monsieur Patrick HOWELL, Conseiller</i>
<i>Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD, Conseillère</i>	<i>Madame Juliana SANQUER, Conseillère</i>

Article 2 – La délibération n° 69/2014 du 15 mai 2014 est abrogée.

Article 3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 07 septembre 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

